

AVENANT N°1
AU CONTRAT DE DELEGATION DU SERVICE PUBLIC RELATIVE AUX AIRES
D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE A METZ

ENTRE

La ville de Metz, représentée par Monsieur Dominique GROS, Maire de Metz, Conseiller Général de la Moselle, ou son représentant, dûment autorisé à l'effet des présentes par délibération du Conseil Municipal en date du 1^{er} juillet 2010, ci-après désignée par les termes « la ville de Metz » ou « la Collectivité », d'une part,

ET

La SAEM ADOMA représentée par Monsieur François-Xavier DESJARDINS, Directeur régional Est, dûment autorisé à la signature des présentes, ci-après désignée par les termes « le Déléataire », d'autre part,

Lesquelles, ensemble désignées sous le terme « les Parties » ont convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Par délibération en date du 25 Septembre 2008, la Ville de Metz a décidé de confier la délégation de service public de gestion et de l'exploitation de ses aires d'accueil à la société ADOMA.

Le contrat de délégation de service public stipule, en son article 27.2 que « *pour l'application du 1) de l'article 27.1 ci-dessus, et en cas de désaccord entre les parties au contrat sur un prix de révision, l'augmentation des tarifs prendra appui, pour son mode de calcul, sur (une) formule d'indexation (...) »* intégrant l'indice ICHTTS.

S'appuyant sur la nouvelle nomenclature d'activité française (NAF Rev 2, 2008) et procédant avec une autre méthodologie prenant en compte l'ensemble des éléments du salaire (primes, bonus, heures supplémentaires), ainsi que l'augmentation de la structure des qualifications, l'Insee vient de diffuser les nouveaux indices du coût horaire du travail « ICHT révision 2009 ».

Alors que l'ancienne série comportait 4 indices pour des secteurs d'activité spécifiques, la nouvelle série d'indices du coût horaire du travail est établie pour couvrir 13 sections de la nouvelle nomenclature d'activité NAF Rev 2 concernant le secteur marchand.

Ces indices ICHT sont donc calculés à un niveau plus agrégé, mais couvrent en contrepartie une palette plus large d'activités, permettant dans les contrats de se référer à un indicateur de coût du travail plus proche de celui du secteur d'activité à considérer.

Les contrats qui utilisaient l'indice ICHTTS correspondant aux secteurs des «services fournis principalement aux entreprises» doivent donc pour poursuivre leur application en se référant à l'un ou l'autre des 13 indices proposés par l'INSEE.

Ces indices ICHT sont calculés en base 100 décembre 2008.

Il convient donc de substituer dans le contrat de délégation de service public intégrant la formule de révision avec l'indice ICHTTS par l'indice ICHT-N, correspondant au secteur d'activité le plus proche de celui du délégataire et de l'objet du contrat.

De plus, l'article 34 du contrat de délégation de service public prévoit que le Délégataire fournira à la Collectivité une caution personnelle et solidaire ou une garantie à première demande sans en fixer le montant.

Le présent avenant a donc pour objectif d'actualiser le coefficient d'indexation des tarifs et de modifier en conséquence l'article 27.2 du contrat de délégation de service public et de fixer le montant du cautionnement prévu à l'article 34.

CECI EXPOSE IL EST CONVENU CE QUI SUIIT :

ARTICLE 1^{er} :

L'article 27.2 du contrat de délégation de service public relative aux aires d'accueil des gens du voyage à Metz est modifié comme suit :

« ARTICLE 27.2 : Clause de révision des tarifs

Pour l'application du 1) de l'article 27.1 ci-dessus, et en cas de désaccord entre les parties au contrat sur un prix de révision, l'augmentation des tarifs prendra appui, pour son mode de calcul, sur la formule d'indexation suivante (qui peut être différente en cas de proposition du contrat) :

$$P = P_o * (ICHT-N / ICHT-N_o)$$

Dans laquelle :

- P est le prix hors taxes révisé et calculé suivant l'application de la formule de révision,
- P_o est le prix initial adopté par le Conseil Municipal lors du choix du cocontractant,
- ICHT-N, qui remplace l'indice ICHTTS, correspond à l'indice propre aux activités de services administratifs et de soutien (base 100 en décembre 2008). Il se base sur la dernière valeur de l'indice publiée et connue, par le moniteur des travaux publics et du bâtiment, au 1^{er} janvier de l'année de révision du prix P,

- ICHT-No est la valeur publiée et connue de l'indice ICHT-N au moment de la signature du contrat

Un coefficient correcteur de 1.40 sera appliqué sur les valeurs des indices ICHT-N

Les tarifs ainsi révisés seront arrondis ; à la dizaine de centimes inférieure lorsque les centimes seront inférieures à 5, et à la dizaine de centimes supérieure lorsque les centimes seront égaux ou supérieurs à 5.

Par contre, la clause d'indexation sera applicable de plein droit à la contrainte particulière de service public et à l'ensemble des redevances perçues par la Collectivité, étant précisé que la première révision interviendra le 1^{er} janvier qui suivra la première année complète d'exploitation. »

ARTICLE 2 :

Le premier alinéa de l'article 34 est complété comme suit :

« Le montant du cautionnement est fixé à 10.000 € ».

ARTICLE 3 :

Il n'est pas autrement dérogé aux dispositions du contrat de délégation de service public.

ARTICLE 4 :

Le présent avenant sera exécutoire après que les formalités de transmission au contrôle de légalité auront été accomplies et prendra effet au plus tard le jour de la notification du présent avenant au Délégué.

Fait à Metz, le
En 2 exemplaires originaux

Pour la Ville de Metz

Pour la SAEM ADOMA